



PRÉFET DES VOSGES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Arrêté n° 602/2021/DREAL/UD88 du

- 2 JUL. 2021

mettant en demeure la société BONGARZONE

d'évacuer les déchets présents sur le site de carrière d'Isches et de mettre en place un dispositif efficace interdisant l'accès au public de cette même carrière

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et installation de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu L'arrêté préfectoral n°980/2007 du 06 avril 2007 autorisant la société BONGARZONE à exploiter une carrière et une installation de traitement des matériaux à Isches ;
- Vu le rapport du 11 juin 2021 de l'inspection des installations classées ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis par courrier à la société BONGARZONE, en date du 18 juin 2021 ;
- Considérant que la société BONGARZONE n'a pas émis d'observation au sujet du projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été transmis le 18 juin 2021 ;
- Considérant le dépôt important de déchets divers et variés (ordures ménagères, pneu, gravats, plaque fibro-ciment susceptible de contenir de l'amiante...) au sein de l'emprise de la carrière BONGARZONE à Isches ;
- Considérant que le dépôt de déchets en dehors des filières appropriées est une source de pollution des eaux, de l'air et des sols ;
- Considérant que l'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollutions des eaux, de l'air ou des sols et l'impact visuel conformément à l'article 5.5.1 de l'arrêté préfectoral n°980/2007 du 06 avril 2007 sus-visé ;
- Considérant les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1^{er} : La société BONGARZONE dont le siège social est situé à Poinson-les-Fayl 52500 Fayl-Billot, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa carrière située à Isches (88320) au lieu-dit « combe des dames », les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral n° 980/2007 du 06 avril 2007 :

- l'article 5.3.1 relatif aux restrictions d'accès au site de la carrière ;
- l'article 5.5.1 relatif à la prévention des risques de pollutions des eaux et des sols.

Pour ce faire, l'exploitant doit :

- mettre en place une barrière efficace pour interdire l'accès à la carrière à toutes personnes étrangères sous un délai de 8 jours à compter de la notification du présent arrêté ;
- procéder à l'évacuation de l'ensemble des déchets présents sur le site de la carrière. Ces déchets doivent être traités dans les filières appropriées. Les justificatifs d'élimination et de traitement des déchets doivent être transmis à l'inspection des installations classées.

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société BONGARZONE et dont copie sera adressée pour information au maire d'Isches et au sous-préfet de Neufchâteau.

De plus, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Épinal, le **- 2 JUIL. 2021**

Le Préfet,



Yves SEGUY

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.